

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

**ARRETE  
DU MAIRE DE LIBOURNE**

**Du 1<sup>er</sup> août 2022**

ST/A-2022-474

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à Madame Laurence ROUEDE, 1<sup>ère</sup> adjointe déléguée à la coordination générale de l'activité municipale, aux ressources humaines, à l'urbanisme et au foncier, par l'arrêté en date du 26 mai 2020,

Vu la demande présentée par l'entreprise CPROM sise ZA les Tabernottes 33370 YVRAC pour des travaux de terrassement pour un raccordement ENEDIS 53 Boulevard Beauséjour.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>o</sup> - A compter du 25 août 2022 et jusqu'au 8 septembre 2022**, le stationnement sera interdit 53 Boulevard Beauséjour, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 2<sup>o</sup> - A compter du 22 août 2022 et jusqu'au 5 septembre 2022**, la circulation sera alternée par piquets K10 Boulevard Beauséjour, au droit du chantier.

**ARTICLE 3<sup>o</sup>** - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

**ARTICLE 4<sup>o</sup>** - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

**ARTICLE 5<sup>o</sup>** - Le Directeur Général des Services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6<sup>o</sup>** - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ d'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le premier août deux mille vingt deux

à la première goutte de pluie  
aux ressources humaines, à l'urbanisme et au foncier

Pour le Maire et par délégation  
l'adjointe déléguée  
en charge de l'activité municipale,  
Libourne



MAIRIE DE LIBOURNE  
★ ★  
Laurence ROUEDE